

ASSOCIATION éRIGE

43 rue Villedieu

BP 56

25701 VALENTIGNEY CEDEX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
Exercice clos le 31/12/2024

**PROCOMPTA SAS**  
Commissaire aux comptes  
6 rue de Franche-Comté  
Valparc  
25480 ECOLE-VALENTIN

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES  
SUR LES COMPTES ANNUELS  
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

A l'Assemblée Générale  
de l'association ÉRIGE

43 rue Villedieu  
BP 56  
25701 VALENTIGNEY CEDEX

## RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

A l'Assemblée Générale de l'association éRIGE,

### OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association éRIGE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

### FONDEMENT DE L'OPINION

#### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments, que nous avons collectés, sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

### JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Votre association perçoit des subventions pour le personnel en insertion. Nos travaux ont consisté à examiner les données et hypothèses utilisées pour les subventions comptabilisées sur l'exercice, à vérifier les calculs effectués et à contrôler le correct rattachement à l'exercice des sommes reçues ou à percevoir.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

### RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.


Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

A Ecole-Valentin, le 12 juin 2025



Le Commissaire aux comptes  
PROCOMPTA SAS  
représentée par Pierre-Alain BARTHELEMY

## Bilan ANC N° 2018-06



	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres immob. incorporelles / Avances et acom				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions	169 410	27 533	141 877	148 760
Installations techniques, matériel et outillage	145 926	107 917	38 010	54 778
Autres immobilisations corporelles	139 673	119 242	20 431	21 794
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Biens reçus par legs / donations destinés à être				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	15		15	
Prêts	23 006	23 006		
Autres immobilisations financières	6 398		6 398	6 398
<b>Total I</b>	<b>484 428</b>	<b>277 698</b>	<b>206 730</b>	<b>231 730</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks				
Matières premières et autres approv.	30 493		30 493	17 320
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés	289 070	36 544	252 525	420 186
Créances reçues par leg ou donations				
Autres créances	260 982	205	260 777	172 587
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	112 994		112 994	77 973
Charges constatées d'avance	7 936		7 936	4 533
<b>Total II</b>	<b>701 473</b>	<b>36 749</b>	<b>664 724</b>	<b>692 599</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)				
Prime de remboursement des obligations (IV)				
Ecart de conversion - Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>1 185 902</b>	<b>314 448</b>	<b>871 454</b>	<b>924 329</b>

## Bilan ANC N° 2018-06



Net au 31/12/24			Net au 31/12/23		
FONDS PROPRES					
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>					
Première situation nette établie					
Fonds statutaires					
Dotations non consommables					
Autres fonds propres sans droit de reprise					
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>					
Fonds statutaires avec droit de reprise					
Autres fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
<b>Réserves</b>			<b>179 676</b>		<b>142 686</b>
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité			179 676		142 686
Autres réserves					
Report à nouveau			18 286		18 286
<b>Excédent ou déficit de l'exercice</b>			<b>-59 059</b>		<b>36 990</b>
<b>Situation nette (sous-total)</b>			<b>138 902</b>		<b>197 962</b>
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement			60 824		61 829
Provisions réglementées					
Droit des propriétaires (commodat)					
<b>Total I</b>			<b>199 726</b>		<b>259 791</b>
FONDS REPORTES ET DEDIES					
Fonds reportés liés aux legs ou donations					
Fonds dédiés					
<b>Total II</b>					
PROVISIONS					
Provisions pour risques					
Provisions pour charges					
<b>Total III</b>					
DETTES					
Emprunts obligataires et assimilés					
Emprunts			120 147		140 290
Découverts et concours bancaires					
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits			120 147		140 290
Emprunts et dettes financières diverses					
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours					
Dettes fournisseurs et comptes rattachés			405 490		378 681
Dettes des legs ou donations					
Dettes fiscales et sociales			107 328		104 229
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					2 022
Autres dettes			34 154		1 140
Produits constatés d'avance			4 610		38 176
<b>Total IV</b>			<b>671 728</b>		<b>664 538</b>
Ecart de conversion - Passif (V)					
<b>TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)</b>			<b>871 454</b>		<b>924 329</b>



## Compte de Résultat ANC N°2018-06



du 01/01/24 au 31/12/24 12 mois  
du 01/01/23 au 31/12/23 12 mois

PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
<b>Ventes de biens et de services</b>	<b>922 924</b>	<b>757 498</b>
Ventes de biens	4 959	4 478
Ventes de prestations services	917 964	753 021
<b>Produits de tiers financeurs</b>	<b>550 556</b>	<b>533 468</b>
Concours publics et subventions d'exploitation	550 556	533 468
Vts des fondateurs ou conso. de la dot. comptable		
Ressources liées à la générosité du public		
Contributions financières		
Repr. / amort., dépréc., prov. et transferts de charges	46 379	40 110
Utilisation des fonds dédiés		
Autres produits	1 005	986
<b>Total I</b>	<b>1 520 864</b>	<b>1 332 063</b>
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variations de stock		
Autres achats et charges externes	602 808	506 334
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	19 079	11 041
Salaires et traitements	712 048	626 965
Charges sociales	135 112	102 035
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	74 270	47 101
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés		
Autres charges	12 478	823
<b>Total II</b>	<b>1 555 795</b>	<b>1 294 300</b>
<b>1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>-34 931</b>	<b>37 763</b>
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immob.		
Autres intérêts et produits assimilés	41	463
Repr./ provisions, dépréciations et transferts de charges	550	
Différences positives de change		
Produits nets / cessions de valeurs mob. de placement		
<b>Total III</b>	<b>591</b>	<b>463</b>
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amort., aux dépréciations et provisions	23 006	
Intérêts et charges assimilées	2 143	2 128
Différences négatives de change		
Chges nettes / cessions de valeurs mob. de placement		
<b>Total IV</b>	<b>25 149</b>	<b>2 128</b>
<b>2. RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>-24 558</b>	<b>-1 665</b>
<b>3. RESULTAT COURANT avant impôts (I-II+III-IV)</b>	<b>-59 490</b>	<b>36 098</b>
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		
Reprises provisions, dép., et transferts de charges	1 005	1 149
<b>Total V</b>	<b>1 005</b>	<b>1 149</b>



## Compte de Résultat ANC N°2018-06



du 01/01/23 au 31/12/23  
12 mois

CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	25	257
Sur opérations en capital	550	
Dot. amortissements, aux dépréciations et provisions		
<b>Total VI</b>	<b>575</b>	<b>257</b>
<b>4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>430</b>	<b>892</b>
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
<b>Total des produits (I + III + V)</b>	<b>1 522 460</b>	<b>1 333 675</b>
<b>Total des charges ((II + IV + VI + VII + VIII))</b>	<b>1 581 519</b>	<b>1 296 685</b>
<b>EXCEDENT OU DEFICIT</b>	<b>-59 059</b>	<b>36 990</b>
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
<b>TOTAL</b>		
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite		
Personnel bénévole		
<b>TOTAL</b>		



## Règles et méthodes comptables

Désignation de l'association : ERIGE

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024, dont le total est de 871 454 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un déficit de 59 059 euros. L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 27/05/2025 par les dirigeants de l'association.

### Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre

L'objet social de l'association est la mise en activité des personnes en difficulté à travers les activités de taille de pierre, aérogommage, l'entretien et l'aménagement d'espaces-verts et le nettoyage.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

- La provision pour indemnité de fin de carrière n'a pas été comptabilisée. Une estimation selon le principe de la méthode rétrospective des unités de crédit projetées définie par la norme comptable IAS N° 19 révisée par la norme FAS 87, conforme à la recommandation 2003 R-01 du CNC, aboutirait à un engagement de 5 795 Euros au 31 décembre 2024.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

- Départ à l'initiative du salarié,
- Age de départ : 62 ans,
- Taux de turn over moyen,
- Revalorisation annuelle moyenne des salaires : 2 %
- Taux d'actualisation brut : 3.35 %
- Table de mortalité : INSEE 2024
- Taux moyen de charges sociales :
- Non cadres : 40 %
- Cadres : 45 %

- La structure n'a pas eu recours au bénévolat pour la gestion de ses activités en dehors des membres de son Conseil d'Administration.



## Règles et méthodes comptables

Charges à payer : le montant des charges à payer, parmi lesquelles peuvent figurer certaines charges considérées du point de vue de l'Administration Fiscale comme des "provisions" à condition de figurer sur un état spécial annexé à la déclaration de résultat. Cette récapitulation vaut état de fait.

Provisions pour risques et charges : conformément au règlement CRC 2000-06 appliqué à partir du 1er janvier 2002, des provisions pour risques et charges sont constituées dès lors que le risque est certain ou probable et qu'il peut être estimé de manière suffisamment fiable.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

## Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Constructions : 10 à 50 ans
- \* Installations techniques : 5 à 10 ans
- \* Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- \* Matériel de transport : 4 à 5 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.

## Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.



## Faits caractéristiques



### Autres éléments significatifs

A compter de l'exercice ouvert au 1er janvier 2024, certains financements sont comptabilisés en concours publics et non en subventions. En effet, les contributions financières d'une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire sont à considérer comme étant des concours publics. Ainsi, les aides à l'emploi accordées aux structures de l'Insertion par l'Activité Economique sont strictement encadrées par des textes légaux selon des modalités et des conditions précises. Les concours publics sont présentés au compte de résultat avec les subventions d'exploitation dans la rubrique « Produits de tiers financeurs ».

Le chiffre d'affaires d'ÉRIGE connaît cette année encore une belle progression : + 21.8 % par rapport à 2023 représentant 165 K€.

Le coût d'achat des marchandises consommées à quant à lui progressé plus rapidement que le chiffre d'affaires (+31.50%) soit + 17 K€

Les charges de personnel sont également en progression de 126 K€ compensées partiellement par l'augmentation des subventions de 31 K€ :

- salariés permanents à 12.11 en 2024 contre 10.33 en 2023
- salariés insertion à 17.97 en 2024 contre 18.39 en 2023

A noter le coût des soldes de tout compte : 25 K€

Les charges fixes, services extérieurs et autres services extérieurs progressent également de 80 K€, dont 61 K€ de refacturation internes des services supports.

Une provision de 56 K€ sur la créance IDé a été constatée.

Le résultat 2024 affiche ainsi une perte de 59 K€.

Nous avons poursuivi les travaux en 2024 engagés en 2023.

Les ressources humaines nous ont préoccupées tout au long de l'année.

En taille de pierre, nous avons eu le départ en retraite de l'un de nos encadrants techniques au début de l'été. Il a eu à sa charge la gestion d'un chantier ambitieux financé notamment dans le cadre du loto du patrimoine, qui a consisté à une rénovation importante du Fort des Basses Perches à Danjoutin. Ce chantier a été une belle vitrine de ce qu'ÉRIGE peut réaliser dans les travaux de maçonnerie du bâtiment ancien et a permis une activité importante en taille de pierre sur cet exercice.

L'activité de nettoyage est maîtrisée, beaucoup de demandes sont présentes. Il s'agit d'articuler le modèle économique du nettoyage souvent avec des prix de vente bas et les contraintes que peuvent rencontrer nos personnes en parcours, notamment sur les amplitudes horaires demandées pour réaliser les prestations.

Pour autant l'activité progresse et nous satisfait. Elle permet de faire un travail d'insertion porteuse de solutions durables pour les personnes qui acquièrent de l'expérience.

Nous travaillons sur la restructuration et nous avons notamment remplacé la responsable d'activité après quelques années d'exercices de sa fonction. Il était nécessaire de revoir l'organisation de notre structure.

L'activité d'entretien des espaces verts doit encore subir des modifications de son organisation et de sa structure de charge de travail afin de garantir la rentabilité des activités et afin de permettre que les 3 secteurs s'autosuffisent et soient rentables indépendamment les uns des autres. Certains chantiers peut-être un peu trop loin nécessitent une réflexion pour l'année future. Nous avons donc plutôt réduit la voilure afin d'envisager avec un nouvel œil l'exercice futur.

La question immobilière est un sujet aussi qu'il faudra travailler sur ÉRIGE avec l'ambition de quitter les locaux, potentiellement donc se déplacer et de revoir notre stratégie afin de limiter les coûts globaux liés à la thématique immobilière.

## Notes sur le bilan



## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
<b>Valeurs brutes</b>				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	440 943	14 067		455 010
Immobilisations financières	6 948	23 021	550	29 419
<b>Total</b>	<b>447 891</b>	<b>37 087</b>	<b>550</b>	<b>484 428</b>
<b>Amortissements &amp; provisions :</b>				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles	215 611	39 081		254 692
Immobilisations financières	550	23 006	550	23 006
<b>Total</b>	<b>216 161</b>	<b>62 087</b>	<b>550</b>	<b>277 698</b>
<b>ACTIF NET</b>				<b>206 730</b>

## Notes sur le bilan



	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin d'exercice
- Frais d'établissement et de développement				
- Fonds commercial				
- Autres postes d'immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
- Terrains				
- Constructions sur sol propre	169 410			169 410
- Constructions sur sol d'autrui				
- Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
- Installations techniques, matériel et outillage industriels	139 300	6 627		145 926
- Installations générales, agencements aménagements divers	15 374			15 374
- Matériel de transport	111 932	7 440		119 372
- Matériel de bureau et informatique, mobilier	4 927			4 927
- Emballages récupérables et divers				
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>440 943</b>	<b>14 067</b>		<b>455 010</b>
- Participations évaluées par mise en équivalence				
- Autres participations et créances rattachées	550		550	
- Autres titres immobilisés		15		15
- Prêts et autres immobilisations financières	6 398	23 006		29 404
<b>Immobilisations financières</b>	<b>6 948</b>	<b>23 021</b>	<b>550</b>	<b>29 419</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>447 891</b>	<b>37 087</b>	<b>550</b>	<b>484 428</b>



**Notes sur le bilan**

Les flux s'analysent comme suit :



	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions		14 067	23 021	37 087
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<b>Augmentations de l'exercice</b>		<b>14 067</b>	<b>23 021</b>	<b>37 087</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste			550	550
Virements vers l'actif circulant				
Cessions				
Scissions				
Mises hors service				
<b>Diminutions de l'exercice</b>			<b>550</b>	<b>550</b>

**Notes sur le bilan****Actif circulant****Etat des créances**

Le total des créances à la clôture de l'exercice s'élève à 587 391 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	23 006		23 006
Autres	6 398		6 398
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	289 070	285 690	3 380
Autres	260 982	260 982	
Charges constatées d'avance	7 936	7 936	
<b>Total</b>	<b>587 391</b>	<b>554 607</b>	<b>32 784</b>
Prêts accordés en cours d'exercice	24 629		
Prêts récupérés en cours d'exercice	1 623		

**Produits à recevoir**

	Montant
CLIENTS - FACTURES À ÉTABLIR	56 279
FOURNISSEURS - RRR À OBTENIR	146 425
DIVERS - PRODUITS À RECEVOIR	5 903
<b>Total</b>	<b>208 607</b>

## Notes sur le bilan



## Dettes

## Etat des dettes

Le total des dettes à la clôture de l'exercice s'élève à 671 728 euros et le classement détaillé par échéance s'établit comme suit :

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (*)				
Autres emprunts obligataires (*)				
Emprunts (*) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine				
- à plus de 1 an à l'origine	120 147	12 560	43 361	64 225
Emprunts et dettes financières divers (*) (**)				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	405 490	405 490		
Dettes fiscales et sociales	107 328	107 328		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes (**)	34 154	34 154		
Produits constatés d'avance	4 610	4 610		
<b>Total</b>	<b>671 728</b>	<b>564 142</b>	<b>43 361</b>	<b>64 225</b>
(*) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(*) Emprunts remboursés sur l'exercice	20 143			
(**) Dont envers les associés				

## Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS - FACT. NON PARVENUES	203 267
DETTES PROVIS. PR CONGÉS À PAYER	43 128
PERSONNEL - AUTRES CHARGES À PAYER	1 440
CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER	10 657
CHARGES SOCIALES - CHARGES À PAYER	390
CLIENTS - RRR À ACCORDER	34 077
<b>Total</b>	<b>292 960</b>



**Notes sur le bilan****Comptes de régularisation****Charges constatées d'avance**

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	7 936		
<b>Total</b>	<b>7 936</b>		

**Produits constatés d'avance**

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATÉS D AVANCE	4 610		
<b>Total</b>	<b>4 610</b>		

*Notes sur le compte de résultat***Charges et produits d'exploitation et financiers****Subventions d'exploitation**

Concours publics et subventions

	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Total
Concours publics		455 230				455 320
Subventions d'exploitation	62 800		32 436			95 236
Subventions d'équilibre						
Subventions d'investissement			1 005			1 005
						<b>551 561</b>